

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY CEDEX

NANCY, le 09/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CETAL

7 allée des Aulnes
Parc de Haye
54840 BOIS-DE-HAYE

Référence : BV/NW/1697_2022
Code AIOT : 0006206593

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement CETAL implanté 7, allée des Aulnes Z.A. Parc de Haye 54840 BOIS-DE-HAYE. L'inspection a été annoncée le 16/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CETAL
- 7, allée des Aulnes Z.A. Parc de Haye 54840 BOIS-DE-HAYE
- Code AIOT : 0006206593
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Atelier de fabrication de structures métalliques en aluminium, comportant une installation de traitement de surfaces et de thermolaquage.

Visite d'inspection relative aux moyens de première intervention incendie dans les installations de traitement de surface.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action collective traitement surface 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constat suivante fait l'objet d'une propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Installations électriques – conception	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Recensement des parties à Risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Sans objet
2	Installations électriques – conception	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet
3	Moyens de lutte incendie – moyen d’alerte	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
4	Moyens de lutte incendie – extincteurs	Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 65.1	/	Sans objet
5	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	/	Sans objet
6	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	/	Sans objet
7	Confinement des eaux incendie – consignes	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Seul un bain de traitement de surface de l'exploitation fait l'objet d'un chauffage par un dispositif spécifique, deux autres bains contiennent des mélanges dont la température est supérieure à l'ambiante, mais ces derniers sont chauffés par recirculation de fluides. Le bain chauffé est doté d'un dispositif opérationnel d'asservissement entre le chauffage et le niveau de liquide, capable d'arrêter la chauffe en cas de manque de liquide.

L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de vérification annuel au titre de l'année 2022 pour la conformité électrique et celui relatif aux moyens de lutte contre l'incendie.

S'agissant de la conformité électrique, de nombreuses non conformités ont été relevées par l'expert en charge de la vérification des installation le 26/09/2022. Si 25 ont été déclarés par l'exploitant levées depuis, dont celles concernant la mise à la terre des éléments électriques, la subsistance de 19 non conformités et l'absence de hiérarchisation au titre de la sécurité électriques appelle l'inspection à proposer une mise en conformité sous 2 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recensement des parties à Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Locaux à risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).
Constats : L'exploitant a présenté un plan des cuves et stockages de produits chimiques mis en œuvre et stockés dans son établissement. Les seuls mélanges inflammables au titre de la réglementation CLP présents au sein de l'établissement sont mis en œuvre et stockés dans le laboratoire de contrôle qualité. L'exploitant dispose de 10 cuves de stockage, dont une cuve non affectée à mélange spécifique et de 12 bacs de traitement de surface, dont une cuve de vidange.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations électriques – conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Actions nationales 2022, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : L'exploitant a présenté son dernier rapport de vérification des installations annuelles, daté du 26/09/2022. Le rapport fait de 44 non conformités, dont 10 nouvelles depuis la dernière vérification. L'exploitant a déclaré avoir corrigé 25 non conformités à la suite de l'expertise, dont il a présenté la liste à l'inspection. Parmi elles, 2 non conformités concernaient la mise à la terre d'éléments électriques, à savoir : <ul style="list-style-type: none">• n°20- grignoteuse• n°34- prise courant hall laquage
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Moyens de lutte incendie – moyen d’alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
Constats : Le travail au sein de l’exploitation est organisé en 3x8. L'établissement ne dispose pas d'un gardien mais fait l'objet d'une télésurveillance. Les procédures de l'exploitant prévoient que l'alerte soit déclenchée par téléphonie soit interne (chefs équipes, personnels de bureau et responsables) soit portable (autres employés du site).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens de lutte incendie – extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 65.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Définition générale et entretien des moyens
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment : > un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200m au plus du risque ou des points d'eau, bassins, citernes, etc..., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; > d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; > d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; > de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ; > d'un système interne d'alerte incendie ; > de robinets d'incendie armés ; > d'un système de détection automatique de fumées avec le report d'alarme exploitable rapidement. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant a présenté un rapport de vérification des installations incendies, en date du 28/03/2022 qui ne fait état d'aucune non conformité sur les équipements détenus par l'exploitant sur son installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances.
Constats : La vanne de séparation implantée en limite de propriété est accessible depuis l'intérieur et l'extérieur du site. Cette dernière fait l'objet d'une signalisation particulière, son activation se fait par une guillotine manuelle, opérable sans outils.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Confinement des eaux incendie – consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.
Constats : L'exploitant a présenté son plan d'intervention. La dernière version de ce document est celle du 05/05/2021. L'intégralité des consignes, ainsi que les éléments relatifs aux produits chimiques stockés ou mis en œuvre dans l'établissement sont accessibles à l'accueil ainsi que dans les ateliers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Installations électriques – chauffage des baignoires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risque Incendie – Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongés d'activité.
Constats : L'exploitant dispose de 3 cuves de traitement de surface contenant des mélanges actifs. Si la température des mélanges contenus dans chacune est supérieure à l'ambiante, seule une cuve est équipée d'un dispositif de chauffage. Les deux autres cuves sont chauffées par recirculation des mélanges qu'elles contiennent. Leur température est respectivement de 28 et 30°C. La cuve chauffée l'est à 45°C par un brûleur à gaz (épingle traversant son contenu). La cuve chauffée dispose d'un système de contrôle du niveau – par l'intermédiaire d'un flotteur en surface du liquide contenu dans la cuve. L'exploitant a déclaré des difficultés quant à ce dispositif, de nature à remettre en cause l'adéquation de ce système de sécurité avec les spécificités de son process de traitement de surface, en particulier au regard de l'immersion répétée de pièces qui déstabilise la surface du bain. Au regard de l'organisation de travail de l'installation en 3x8, le risque de chauffe à blanc de la cuve, lié à la non détection d'une fuite par le monitoring des baignoires est accru les week-end lorsque les opérateurs sont absents. La problématique de l'immersion des pièces, à ces moments là, n'est pas existante. L'exploitant a transmis suite à l'inspection un rapport de maintenance du dispositif de chauffage du bain, en date du 10/11/2022 qui fait état de l'opérationnalité de ce système de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet